



Centre de Recherche sur le Développement Territorial
www.uqac.ca/vision2025



Forum tenu à l'UQAC le 14 mars 2008

« Occupation des territoires nordiques du Québec »

Sommaire

Marc-Urbain Proulx, PhD
Professeur en Économie Régionale



« Occupation des territoires nordiques du Québec »

Sommaire exécutif

Les divers territoires nordiques du Québec partagent un destin commun, notamment le très actuel défi de leur repositionnement à l'échelle planétaire. Les ressources naturelles seront évidemment au cœur de ce repositionnement : 3% des réserves d'eau douce de la planète ; immense forêt boréale comme puits de CO₂ ; réserve impressionnante d'énergie renouvelable ; potentiel considérable pour l'agriculture nordique ; nombreux sites touristiques d'aventure – nature ; imposants bassins et gisements miniers. Bref, la dotation du Nord en matière de ressources naturelles représente un atout incontournable pour le progrès du Québec. Elle se situe dans un contexte économique mondial complexe caractérisé notamment par une demande favorable actuellement, un grand capital international en désir d'investissements rentables, des technologies rapidement évolutives, des collectivités autochtones en éveil, des impératifs environnementaux, des droits de propriété territoriale, etc.

Ces ressources dispersées sur une immense superficie ont occasionné la mise en place d'un modèle géo-économique particulier, fort différent de celui qui sied au Sud du Québec. En réalité, ce ne sont pas les forces de la centralité qui jouent en périphérie nordique, mais bien celles de l'accessibilité qui créent ses propres formes territoriales distinctes, notamment des avant-postes dont certains s'affirment comme pôles secondaires et tertiaires, des corridors de pénétration, un semis de petits lieux et milieux ancrés sur les ressources et bientôt des couronnes nordiques qui vont rendre possible l'exploitation de zones autrefois complètement enclavées. À cet effet d'exploitation territoriale durable, la géopolitique de la périphérie nordique s'inscrit à l'image de la fragmentation des responsabilités et de l'éclatement du pouvoir. Ces arrangements institutionnels ne sont pas optimaux pour relever convenablement les futurs enjeux territoriaux que l'on détecte déjà à partir des scénarios d'avenir. L'exemple récent de la forêt boréale est patent à cet égard. À travers les options institutionnelles proposées, une « Alliance des territoires nordiques » s'avère à notre avis nécessaire pour relever les enjeux interterritoriaux selon une vision globale, en utilisant des outils économiques et sociaux modernes.

Introduction

Le développement régional de nature endogène, identifié au « régionalisme », s'avère modélisé tel un apprentissage collectif à saisir et relever les enjeux territoriaux sous l'angle des problèmes, menaces, contraintes, occasions, ressources, afin d'en arriver à élaborer les actions appropriées en misant sur les savoir-faire actuels fertilisés par des savoirs nouveaux. Lorsque ce processus fonctionne correctement sur un territoire, le développement se produit. Les histoires à succès exceptionnels sont nombreuses. Alors que les cas de succès intéressants sont légion. Par contre, de nombreux territoires demeurent avec un potentiel sous valorisé étant donnée leur incapacité à soutenir adéquatement l'apprentissage collectif entre les différents acteurs concernés. Il apparaît en réalité que les arrangements institutionnels plus ou moins adéquats fassent la différence en matière de réussites dans le développement territorial.

Au-delà de la région administrative « Nord-du-Québec », les territoires qui constituent la périphérie nordique du Québec forment ensemble une entité relativement homogène sous l'angle de plusieurs dimensions, ne serait-ce les bassins de ressources hydrauliques, forestières, minières, agricoles, touristiques. Depuis longtemps, ils partagent un destin commun. Et dans le contexte contemporain, ces territoires nordiques ont intérêt à porter ensemble la réflexion à propos des conditions relatives à leur positionnement sur l'échiquier planétaire. Car le mouvement du développement nordique bel et bien enclenché se poursuivra, certes. Au cours des dernières décennies, plusieurs dizaines de milliards \$ furent investies dans divers projets sis au nord du Québec. Il en sera de même et probablement davantage au cours des prochaines décennies.

En réalité, tout l'espace nordique du Québec fera face à un important mouvement d'occupation territoriale dont l'intensité, les modes et les formes devraient dès aujourd'hui faire l'objet de divers scénarios élaborés selon un horizon moyennement long. Scénarios d'aménagement, de développement et de gestion des territoires nordiques, qui pourraient pertinemment servir les décideurs actuels et futurs pour orienter davantage l'avenir, plutôt que de le subir au coup par coup de manière aléatoire. Chemin faisant, les nombreux acteurs de l'occupation nordique enrichiraient leur propre vision personnelle et corporative à propos des potentiels, des occasions, des contraintes, des menaces sur un très vaste espace qui représente une richesse imposante pour le Québec.

Dans cet esprit d'apprentissage collectif, s'est tenu le 14 mars 2008 un Forum à Saguenay. Celui-ci fut organisé par le CRDT (Centre de recherche sur le développement territorial) de l'Université du Québec à Chicoutimi et l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Le contenu livré fut de qualité exceptionnelle. Nous vous présentons ici un sommaire des propos recueillis www.ugac.ca/vision2025.

Dotation considérable en ressources dispersées

Avant d'aborder succinctement l'importance des ressources naturelles dont sont dotés les territoires nordiques du Québec, signalons que la principale ressource du Nord réside dans ses habitants. Soulignons en particulier les ressources humaines des Premières Nations qui ont habité ces territoires depuis des siècles, sinon des millénaires. Toutes ces ressources humaines du Nord deviennent incontournables en se situant au cœur du processus du développement.

3% des réserves mondiales d'eau douce

Le Québec recèle 3% des réserves d'eau douce de la planète, majoritairement dans ses lacs et ses rivières nordiques alimentés par une pluviosité importante à cette latitude. Puisqu'il n'existe pratiquement pas de marché actuel pour l'eau en vrac, très peu encore de cette eau s'avère prélevée. Cependant, les besoins d'eau sont déjà bien présents sur la planète puisque près de 25% des habitants souffrent actuellement de pénurie d'eau potable. On peut ainsi avancer que les réserves nordiques représentent au Québec une dotation importante en eau pour le futur quand la demande mondiale sera fortement au rendez-vous, soit vers le milieu du XXI^{ème} siècle selon divers experts.

Une réserve de CO₂

La forêt boréale québécoise dont la zone mixte de démarcation avec la forêt de feuillus du Sud détermine en réalité la limite méridionale des territoires nordiques du Québec, possède un potentiel encore fortement sous estimé selon Réjean Gagnon lors du forum. En étant *de facto* un véritable puits de carbone, ce potentiel de la boréale s'inscrit d'abord sous l'angle d'une activité économique émergente concernée par la séquestration de CO₂ à échanger éventuellement à la bourse du carbone. Ensuite, existe un important gain d'efficacité à obtenir avec l'utilisation traditionnelle de cette forêt, non seulement en rationalisant l'exploitation sous diverses facettes y compris la biomasse forestière et les nouvelles essences végétales, mais tout simplement en reboisant d'une manière systématique les zones actuellement improductives. Aussi, la production de la forêt boréale mérite une valorisation accentuée, en particulier par la transformation de la matière ligneuse d'excellente qualité en bois de structure et autres dérivés. En réalité, cette ressource attend la mise en œuvre d'un vaste chantier boréal de « jardinage de la forêt » bien orchestré avec l'allocation des impératifs moyens considérables.

De l'énergie renouvelable

En matière d'énergie, les rivières nordiques du Québec contiennent encore près de 45,000 MW d'hydroélectricité potentielle, dont la moitié possède une rentabilité bientôt accessible si la tendance du marché se maintient. Du côté de l'éolien, les trois immenses gisements localisés sur le territoire de Caniapiscau sont au cœur d'un potentiel nordique estimé à 100,000 MW. À ces réserves d'énergie renouvelable, il faut ajouter l'important potentiel de la biomasse à tirer en partie directement des coupes mais aussi des résidus forestiers. De ce potentiel accessible, nous ne considérons pas ici les gisements gaziers éventuels de

l'Ungava¹, les possibilités bientôt accessibles de la géothermie ainsi que celles de l'éventuel solaire.

Bref, les territoires nordiques du Québec possèdent les réserves énergétiques largement suffisantes pour relever le défi proposé par Patrick Déry à propos de l'indépendance pétrolière selon un horizon temporel rapproché correspondant à l'éventuelle rupture mondiale des stocks d'énergie fossilisée. Rupture énergétique que les « prix-à-la-pompe » semble à l'évidence de plus en plus signaler l'approche éminente. Avec leurs réserves d'énergie renouvelable au sein des territoires du nord québécois, l'indépendance pétrolière régionale mais aussi québécoise, s'inscrit telle une option fort intéressante à étudier la faisabilité multicritère. Si une telle option socio-économique était priorisée par la collectivité, il faudrait à cet effet mettre en production une dizaine de milliers de mégawatts supplémentaires avant 2030. Ce qui représente un enjeu énorme pour les Premières Nations, les écologistes, les technologues, les équipementiers et la société en général.

L'agriculture nordique

L'agriculture en milieu nordique représente aussi un potentiel important, encore très peu exploité si ce n'est la pomme de terre, la canneberge, le chicoutai et marginalement d'autres petits fruits. Comme en témoigne clairement le succès dans les bleuetières et la gourgane, des productions de niches nordiques relativement intensives s'avèrent possibles, notamment des plantes médicinales, des plantes fourragères, des oléagineux, des céréales à paille, des crucifères, des fraises, des framboises et aussi certains élevages. À cet effet, la région de l'Abitibi-Témiscamingue mise actuellement sur le développement du créneau du bœuf à l'herbe alors que la Côte-Nord a aussi identifié ses niches de la phytogénétique. En progression, le marché possède déjà une bonne demande pour ce type de produits aux qualités originales très appréciées, notamment son caractère bio.

L'aventure – nature

Sous l'angle récréotouristique, mises à part les activités traditionnelles de la pêche, de la chasse, le tourisme d'aventure – nature se développe rapidement par l'entremise d'une demande croissante de produits et de services dont les plus prisés actuellement sont la motoneige, le canotage, le traîneau à chien, le kayak. Cette demande se dirige vers les nombreuses pourvoiries, les parcs, les sites désignés comme l'archipel de Mingan, les Hautes-Gorges, le lac Mistassini, le Fjord du Saguenay, les monts Otish, la réserve Pingualuit, etc, mais aussi vers des zones comme le corridor Monts Valin – Monts Otish, la route Transtaïga, les monts Torngat, le réservoir Gouin, la rivière Ashuapmushan. Les touristes – naturistes y cherchent des paysages, de l'exotisme, de la contemplation, de la liberté, de l'air et de la nature sauvage en général. Tous ces attributs existent au quotidien sur les territoires nordiques du Québec.

¹ De tels gisements furent identifiés à la même latitude dans l'ouest du Canada.

Dotation minière

Finalement, les ressources minérales représentent une dotation réelle et potentielle imposante sur les territoires nordiques du Québec. Il s'agit certes d'une industrie au marché fluctuant selon des cycles dépendants de la demande mondiale qui actuellement provoque un fort bond en avant. Car le prix du nickel a tout simplement explosé depuis 2000 ; pendant ce temps, celui du cuivre a presque quadruplé ; alors que celui de l'or a triplé au cours de la même période. Cette forte demande issue des pays dits émergents du BRIC² revitalise certains lieux du Moyen Nord québécois, tout en diffusant en outre l'exploration et l'exploitation minière encore plus au Nord selon une tendance lourde à l'occupation progressive de la vaste périphérie nordique. Les investissements dans l'exploration ont été fortement stimulés au cours des dernières années.

À cet effet d'un marché mondial redevenu favorable pour les ressources naturelles, il est envisagé par les experts que l'exploitation toujours active du fer reprenne beaucoup de sa vigueur passée, au cours des prochaines années. On explore par ailleurs des éventuels gisements d'uranium, à la faveur des prix explosifs qui ont quintuplé depuis 2005 pour cette matière première fortement prisée. Finalement, il est permis d'avancer que l'intensité accrue de l'exploration minière actuelle en utilisant des nouvelles technologies, fera découvrir de nouveaux gisements et de nouveaux minéraux dans ce vaste Nord. S'il s'agit certes de ressources épuisables dont les conditions de leur exploitation se sont modifiées considérablement au fil de l'arrivée de technologies nouvelles ayant eu des conséquences sur le facteur travail, les mines nordiques resteront vraisemblablement une importante source de création de richesse encore longtemps pour le Québec.

Géo-économie des territoires nordiques

L'occupation des territoires nordiques du Québec répond à un modèle géo-économique fort différent de celui que l'on retrouve dans la vallée du Saint-Laurent.

Ce dernier correspond assez bien à la théorie classique en Économie Urbaine et Régionale (schéma 1). Il illustre alors la répartition spatiale des activités entre différents centres de dimensions inégales, hiérarchisés selon les principales fonctions urbaines exercées. Selon ce modèle général basé sur la centralité, les flux économiques circulent entre les petits centres et les plus grands, en passant par des centres intermédiaires grâce à un ensemble d'effets d'attraction et de diffusion appelés centripètes et centrifuges.

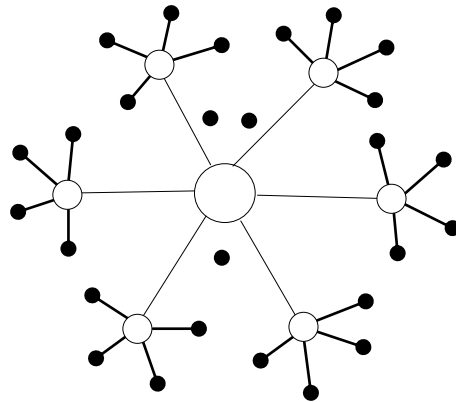
Les cartes routières du Québec achetées en librairie montrent bien cette géo-économie en illustrant clairement un ensemble de centres urbains hiérarchisés autour desquels se définissent des alvéoles (carte 1) correspondant chacune à l'aire de rayonnement urbain dans la périphérie.

² BRIC : Brésil, Russie, Inde et Chine

L'accessibilité aux ressources

Ce modèle classique n'explique cependant pas la réalité géo-économique en périphérie nordique québécoise. Pourquoi ? La cause réside surtout dans la faible présence au Nord, des forces centripètes et centrifuges qui structurent généralement l'espace autour des centres urbains. Ce qui s'explique par la dispersion des établissements et la distance entre eux, bien sûr, mais aussi par la petite dimension de ces lieux au sein desquels les activités économiques sont davantage reliées au marché de l'exportation plutôt qu'au plus gros pôle urbain limitrophe. Ainsi, la centralité et la hiérarchie ne s'imposent pas ou peu sur l'espace nordique du Québec. L'attractivité entre les divers centres de cet espace ne joue pas très fortement en réalité, les plus petits de ceux-ci exerçant même quelquefois des fonctions urbaines supérieures qui leur offrent un rayonnement sur de très vastes superficies. Les cas de Chibougamau, Radisson, Fermont et Havre-Saint-Pierre sont patents à cet égard.

Schéma 1 : modèle géo-économique classique à base de centralité et de hiérarchie



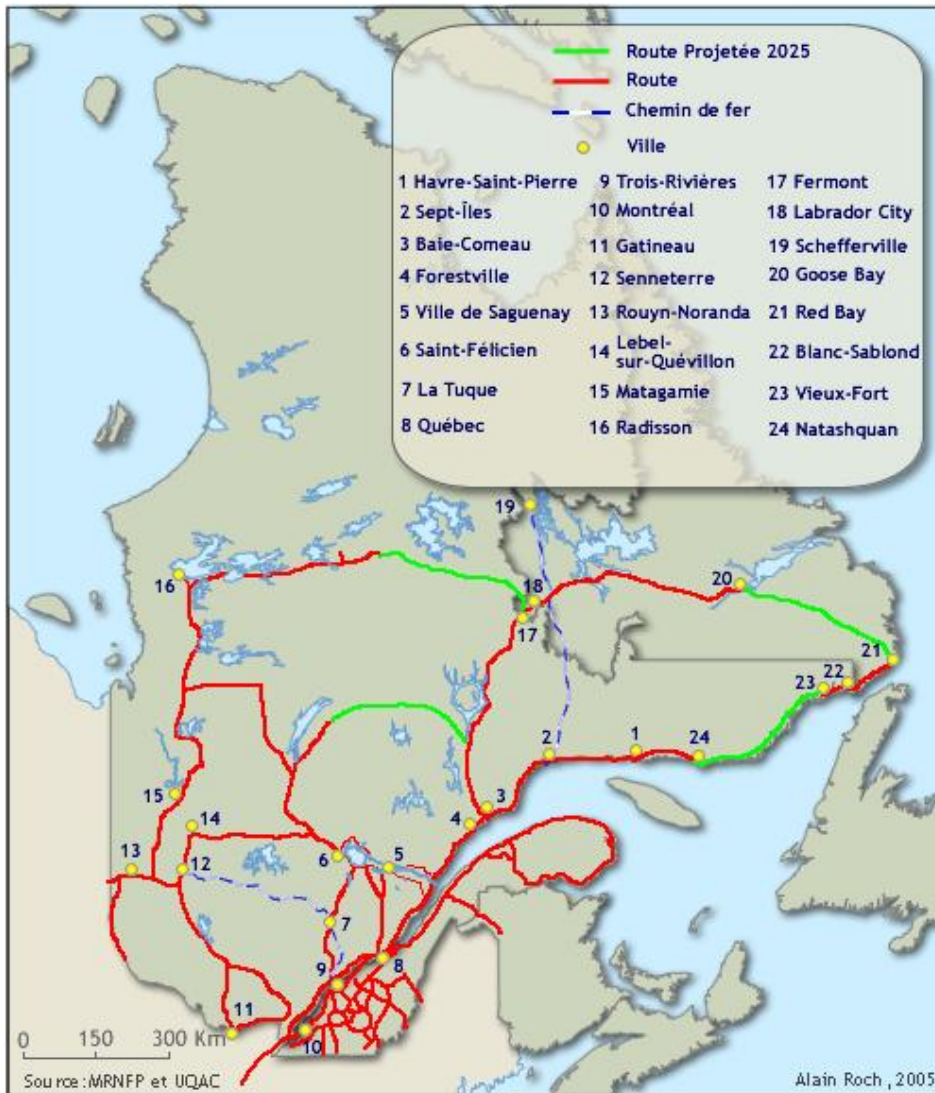
En réalité, les forces qui s'imposent pour permettre la présence de lieux et de milieux en périphérie nordique résident principalement dans l'accessibilité aux bassins et aux gisements de ressources naturelles qui représentent le véritable facteur explicatif de la structure de peuplement. Ce principe d'accessibilité dessine sur les territoires nordiques du Québec des formes territoriales distinctes, originales et particulières. Il s'agit de la présence d'avant-postes d'occupation territoriale qui forment un arc de pôles nordiques, des corridors de pénétration périphérique disposant de pôles tertiaires qui rayonnent à travers un semis de petits lieux et milieux. Voyons un peu.

Un arc nordique de pôles secondaires

Le phénomène géo-économique majeur qui marque et détermine la structure de peuplement en périphérie nordique québécoise s'avère concerné par la présence d'avant-postes établis pour favoriser l'occupation territoriale. Ce sont des lieux à partir desquels s'effectuent l'exploration et l'exploitation des ressources naturelles et des ressources humaines inscrites sur les territoires (carte 1).

Il s'agit généralement de points de rupture spatiale (embouchures de rivières ; croisement ou limite de moyens de transport) qui deviennent des pôles nordiques par l'entremise de la localisation de différentes activités reliées certes au transbordement de marchandise, mais aussi à la desserte de services de santé, d'éducation, de sports, de finances, de commerces, de génie, d'architecture, de comptabilité et autres spécialités.

Carte 1
Avant-postes et corridors de pénétration de la périphérie nordique



Les principaux de ces avant-postes qui polarisent l'économie sont en réalité Sept-Îles, Baie-Comeau, Saguenay, Rouyn, Amos (carte 1). Dans leur périphérie de rayonnement, ces pôles, secondaires par rapport à Montréal et Québec, forment ensemble un arc qui s'inscrit comme une forme territoriale originale. Arc dont la spécificité concerne davantage la vocation nordique commune de ses composantes plutôt que leurs interrelations socio-économiques existantes certes mais encore peu développées. Relations et échanges interpolaires qui

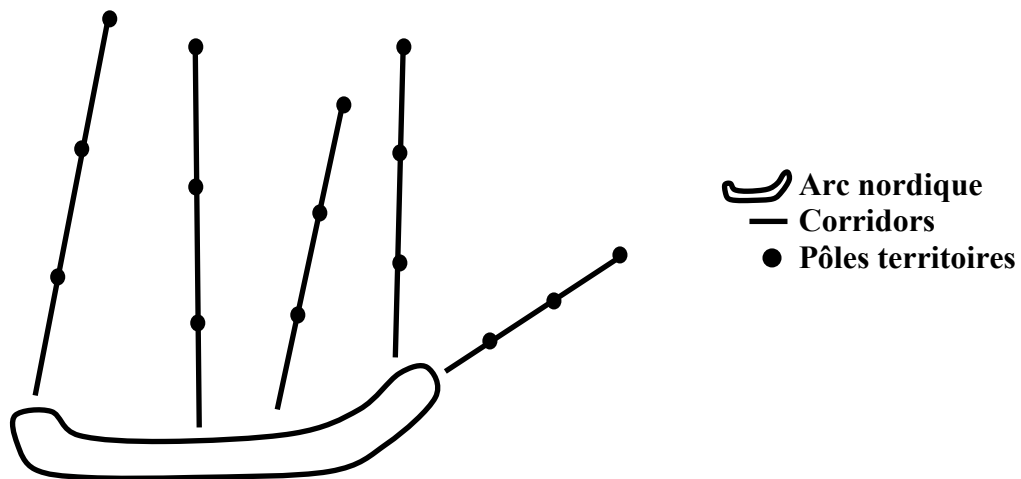
demeurent à intensifier dans un esprit de complémentarité et d'interdépendance dans l'appropriation de leur destin nordique commun.

Des corridors de pôles tertiaires

Selon cette géo-économie, l'accès aux ressources nordiques ainsi que la distribution élargie de biens et services de consommation courante déterminent d'abord des formes territoriales linéaires dits corridors de pénétration territoriale. Il s'agit des corridors « Rouyn – Amos – Radisson », « Saguenay – Chibougamau – Némiscau », « Baie-Comeau – Manic – Fermont » et « Sept-Îles – Havre-Saint-Pierre – Natashquan ».

Ceux-ci se structurent par l'établissement d'autres avant-postes plus avancés qui deviennent des pôles tertiaires localisés à des points précis déterminés généralement mais pas toujours, par les modalités de transport qui favorisent la localisation de commerces, de services et aussi d'activités de transformation des ressources.

Schéma 2 : modèle géo-économique des territoires nordiques



Un semis de petits lieux

De ces pôles tertiaires partent des voies de transport et de rayonnement vers l'intérieur de la périphérie truffée de petits lieux et milieux dispersés sur de vastes surfaces et localisés en fonction de la dotation territoriale en ressources. Plusieurs de ces établissements humains ne sont pas reliés au système routier principal en étant desservis par les transports maritimes et aériens, notamment des collectivités autochtones.

Ce semis de lieux représente le cinquième phénomène territorial particulier au Nord québécois. Des dizaines de petits centres ont ainsi émergé, souvent très rapidement, généralement au milieu de nulle part. Certains sont devenus une petite ville telle que Vald'Or, Matagami, Lebel-sur-Quévillon, Lac Bouchette, Milot, Sacré-Cœur, Natasquan, Malartic, pour répondre aux besoins de main-d'œuvre, de services, de fournitures, de qualité de vie, demandés par l'activité économique principale reliée à l'extraction de la ressource. Ayant la chance de bénéficier d'une position relativement centrale sur leur territoire de localisation, quelques-uns de ces centres directement ancrés sur le bassin ou le gisement se voient par bonheur alimentés par d'autres activités à rayonnement plus large, comme des commerces plus imposants, des services spécialisés, des administrations gouvernementales.

Il est à noter par ailleurs qu'en contexte nordique contemporain, l'ancrage fixe d'un établissement humain n'est désormais plus vraiment nécessaire pour l'exploitation de nouveaux bassins de ressources naturelles. Il s'agit d'un fait important qui modifie beaucoup les conditions économiques en périphérie québécoise. En réalité, il y a de moins en moins de lieux nouvellement fixés à proximité des nouveaux gisements et bassins³. D'abord, parce que l'extraction de ces ressources au nord du Québec s'effectue de plus en plus à distance, grâce à la mobilité des travailleurs à partir des avant-postes bien positionnés tels que Sept-Îles, Dolbeau, Matagami et aussi Montréal. Ensuite, le dictat technologique soustrait de nombreux postes de travail reliés aux processus d'extraction, même lorsque la production s'avère à la hausse comme dans la forêt.

La modélisation

Historiquement très efficace pour le commerce des fourrures, ce modèle géo-économique spécifique, très fortement influencé par l'accessibilité aux bassins de ressources en périphérie nordique, s'est confirmé au fil du temps afin de répondre à la demande (bois, fromage, cuivre, fer...) du marché continental et mondial. Le réseau de transport multimodal fut déterminant à cet égard d'accessibilité. Avantagés par leur localisation stratégique entre les bassins de ressources et le marché mondial, certains des pôles secondaires et tertiaires ont concentré davantage d'activités économiques en devenant ainsi de véritables relais pour l'exploration et l'exploitation de vastes zones périphériques. Si leur croissance bénéficie certes des effets de diffusion (technologie, demande d'intrants, services supérieurs...) issus des grands centres urbains tels que Montréal et Québec, il demeure que celle-ci s'avère en réalité largement alimentée par la richesse créée dans les petits lieux et milieux de leur vaste zone de rayonnement, grâce à des investissements exogènes.

Signalons que plusieurs de ces pôles nordiques ont bénéficié jadis d'un véritable décollage industriel autour d'usines de 1^{ère} transformation des ressources (papier, minerai, bois d'œuvre, poissons, aluminium...) en formant ainsi des poches industrielles sur l'espace

³ Voir Proulx, M.U. (2007) « Vision 2025 : le Saguenay-Lac-Saint-Jean face à son avenir », Presses de l'université du Québec, 364 pages.

québécois. Peu de ces poches périphériques ont cependant atteint la phase de la maturité économique associée à la diversification dans un contexte de croissance continue, si ce n'est la zone Alma – La Baie, diversifiée selon un degré relativement limité cependant. Ces pôles illustrent plutôt en général une trajectoire économique qui fluctue par cycles (bonds en avant, stagnations, reculs, rebondissements) associés certes aux conditions externes telles que les fluctuations de la demande internationale mais aussi à des facteurs structurels internes comme l'état réel des réserves périphériques de ressources, la capacité d'attraction des grandes corporations, la technologie, la volonté collective d'appropriation de leviers économiques, les considérations environnementales.

Géo-politique de fragmentation

Le découpage territorial du nord québécois illustre deux phénomènes géo-politiques distincts qui participent à la difficulté d'appréhender cette périphérie d'une manière globale par les différents observateurs et les divers acteurs.

D'abord, la région administrative désignée Nord-du-Québec revendique évidemment représenter le véritable Nord. Or, plusieurs découpages formels et informels sont d'usage géographique, politique, administratif, économique, social pour distinguer les territoires nordiques. Malgré ce flou de frontières, la plupart des observateurs s'entendent néanmoins à considérer que le Nord québécois est plus vaste que la région Nord-du-Québec. En réalité selon notre lecture, la limite des territoires nordiques commence réellement aux confins des Laurentides, vers le 48^{ème} parallèle, incluant ainsi les régions Côte-Nord, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Abitibi-Témiscamingue, Nord-du-Québec ainsi qu'une partie de la Haute-Mauricie et de Charlevoix

Ainsi, selon le découpage retenu dans ce sommaire du Forum tenu le 14 mars, les territoires nordiques du Québec renferment quatre régions administratives et touchent à deux autres. Ce quadrillage n'est pas le seul. Cette périphérie s'articule aussi autour de dix-huit territoires MRC. Elle contient en outre de nombreux villages et villes, ainsi que plusieurs collectivités autochtones. Il s'agit d'une immense périphérie nordique qui couvre autour de 70% de l'espace québécois.

Ensuite, la réalité de la gouvernance illustre que cette vaste zone nordique s'avère institutionnellement très fragmentée, bien sûr par la division en divers territoires municipaux, MRC et régionaux tels qu'évoqué, mais aussi en de multiples secteurs d'activités tels que l'éducation, les ressources naturelles, les affaires indiennes, la santé, le transport, les mines, la forêt, le tourisme, etc. dans lesquels interviennent à la fois les gouvernements provincial, fédéral et locaux ainsi que des agences comme la Société de développement de la Baie-James.

Tant et si bien que le nombre d'acteurs aux intérêts diversifiés est élevé sur les territoires nordiques alors que la distance physique entre les organisations s'avère généralement forte à travers ces découpages territoriaux et sectoriels. Chaque secteur d'activité et chaque collectivité territoriale bénéficiant d'exercices réguliers de planification, les problèmes, les contraintes, les occasions, les menaces, etc. sont assez bien identifiés, documentés et

réactualisés. Cependant, la vision globale du Nord à la lumière de composantes générales facilitant les convergences autour de similarités, de complémentarités, d'affinités, d'interdépendance, de complicités, devient difficile à obtenir dans cette géo-politique. Un effort particulier bien ciblé des autorités publiques de Québec devient nécessaire.

Les scénarios d'avenir 2025

Sur la base de notre vision des territoires nordiques québécois positionnés dans l'économie mondiale, en respect des critères reliés au marché, aux préoccupations environnementales, aux droits de propriété et aux technologies et techniques en évolution, nous avons effectué un effort de réflexion prospective autour de scénarios d'avenir. Nous avons choisi un horizon 2025. Certes imparfaits, ces différents scénarios indiquent néanmoins la voie à suivre collectivement pour doter cette périphérie d'options claires à choisir face à son avenir.

La continuité

Le premier scénario s'inscrit dans la continuité actuelle. Ce « business-as-usual » comprend certes la réalisation des projets en cours et ceux déjà en plan comme la déviation de la rivière Rupert vers le complexe La Grande, l'harnachement de la rivière La Romaine, la construction des tronçons routiers supplémentaires sur la Basse-Côte-Nord, la poursuite de la réflexion sur la faisabilité du projet hydroélectrique Grande Baleine. Ce scénario contient aussi le lent progrès actuel dans l'exploitation du biomasse, de l'éolien et du tourisme spécialisé. L'exploration et l'exploitation minières font partie aussi de cette continuité dans l'avenir, notamment les projets en cours. En outre selon cette perspective, l'industrie forestière poursuit sa rationalisation et son optimisation. À travers un milieu nordique au pouvoir très fragmenté, les Premières Nations continuent leur appropriation de responsabilités et de leviers de développement par des revendications bien ciblées et des actions responsables.

Halte au développement

Un autre scénario consiste à freiner le développement qui semble actuellement en relance dans ses grands projets miniers et énergétiques. Ce ralentissement marqué pourrait être causé par l'effondrement mondial de la valeur des minéraux et de l'énergie à la faveur d'un important contre cycle. Il pourrait aussi être causé soit par un moratoire gouvernemental, par une forte demande sociale pour un resserrement effréné de la protection de l'environnement, par un imposant mouvement traditionaliste autochtone, par un réchauffement climatique accéléré ou encore par une grave crise sociale et politique. Plusieurs de ces causes peuvent aussi jouer en même temps. Quoiqu'il en soit, ce scénario de régression augmenterait le fardeau québécois relié à l'occupation de son vaste espace nordique, tout en générant moins de richesse pour assurer les coûts.

Ungavexplosion

D'une manière très contrastée, le 3^{ème} scénario d'avenir des territoires nordiques est concerné par l'hyper expansion que nous désignons par le terme « ungavexplosion ». Une telle explosion du développement nordique serait causée par une forte hausse de la valeur

mondiale de l'énergie qui offrirait des occasions à l'imposant potentiel nordique, notamment en Ungava.

Un tel scénario comprend aussi la combinaison de quelques facteurs particuliers comme la création d'un relais maritime désigné dans le passage du Nord-Ouest, l'émergence d'un important mouvement moderniste chez les Cris et les Inuits, l'attraction d'imposants investissements russes, arabes, américains ou chinois, le harnachement de certaines rivières à forts potentiels hydroélectriques, la découverte et l'exploitation de gisements de gaz naturel, l'exploitation des gisements éoliens de Caniapiscau, la fondation de Caniapiscau Ville, la construction du lien routier Caniapiscau – Kuujuaq, l'exploration et l'exploitation de nouvelles mines, le positionnement mondial de la zone touristique désignée Pingualuit, la mise en place d'un observatoire du réchauffement du pôle Nord ainsi que d'autres projets typiquement nordiques. À la lumière de l'expérience de la Sibérie, l'actualisation d'un tel scénario hyper-expansionniste aurait des conséquences importantes.

Nouveau modèle d'occupation territoriale

Le dernier scénario comprend trois dimensions interreliées en regard d'un nouveau modèle d'occupation des territoires nordiques, soit la gouvernance, l'aménagement et le développement.

La dimension concernée par la gouvernance nécessite au préalable la mise en place d'une « alliance des territoires nordiques du Québec » composée des Préfets des MRC concernées, des Grands Chefs autochtones, des maires des principales villes ainsi que des représentants de la société civile organisée. Le premier mandat de cette alliance consisterait à se doter d'une vision globale commune et partagée de la nordicité et des territoires nordiques. En outre, les conditions de la gouvernance devrait comprendre l'élection des Préfets au suffrage, l'expérimentation de l'Assemblée du Nunavik, le renforcement des institutions autochtones ainsi que la création de commissions territoriales ciblées pour relever des enjeux nordiques selon le principe des aires à géométrie variable.

L'opération concrète de l'aménagement des territoires partirait de la vision globale confectionnée pour en déduire des principes opérationnels de nordicité, de démocratie, de durabilité, d'équité, de justice, de cohérence, d'efficacité. Le schéma global d'aménagement devrait considérer le positionnement d'un relais dans le passage maritime du Nord. Aussi, serait proposé le repositionnement nordique des pôles de « l'arc nordique », soit les centres de Amos, Chibougamau, Saguenay, Baie-Comeau, Sept-îles dans un esprit de renforcement et d'extension des corridors de pénétration nordique. Ces corridors seront éventuellement reliés par des couronnes à différentes latitudes, comme celle de Fermont – Goose Bay – Blanc Sablon en construction actuellement dans son dernier tronçon au Labrador. L'accès territorial ainsi offert permettrait de planifier pleinement le vaste chantier de « jardinage de la forêt boréale » tout en facilitant grandement l'extension de l'agriculture nordique et la protection des plans d'eau.

La mise en œuvre de la dimension concernée par le développement territorial doit d'abord s'appuyer sur un concept opératoire évoquant la « société du savoir ». Le concept de « nordicité apprenante » s'avère pertinent. Son application sera reliée à la mise en œuvre

d'une stratégie de développement de créneaux et de niches nordiques, basée sur la fertilisation croisée entre savoir-faire et nouveau savoir. Aussi, sera prévue la création de « foyers de la société du savoir » afin de renforcer les pôles de l'arc nordique. Pour appliquer ce concept, le scénario propose la création d'une Caisse intermunicipale d'épargne et d'investissement alimentée par les redevances et les profits générés par les projets financés.

Les conditions du développement des territoires nordiques

À la lumière de ces scénarios qui offrent des options de stratégies et d'actions, notre synthèse des diverses contributions livrées lors du Forum portant sur l'enjeu de l'occupation des territoires nordiques nous conduit à formuler quelques conditions incontournables pour soutenir et stimuler le développement de cette vaste périphérie nordique.

La procédure

Le gouvernement du Québec doit à notre avis d'abord mettre en place un mécanisme institutionnel approprié pour effectuer un véritable exercice de planification globale de ces territoires. S'il leur faut une vision commune et spécifique de la nordicité dans un esprit de durabilité, ces territoires nordiques doivent néanmoins être rattachés au système urbain du Sud, y compris Montréal, Gatineau, Rivière-du-Loup, Québec, Sherbrooke, Drummondville, Trois-Rivières.

Un tel exercice de planification doit interpeller directement l'interterritorialité des enjeux collectifs à relever, en considérant leur géométrie variable, c'est-à-dire chacun leur territorialité propre. Dans l'un de nos scénarios, nous avons proposé la formation d'une « alliance des territoires nordiques » composée des Préfets, Grands Chefs, Présidents et Maires des principales villes. Sans entrer ici dans le détail de la représentation, il convient néanmoins de considérer des critères tels que l'équilibre des acteurs, la légèreté de la structure décisionnelle ainsi que l'ouverture de la réflexion collective à la participation des divers experts et de la société civile.

Tableau 1
Les quatre dimensions de la planification territoriale

<p>Vision globale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Valeurs, buts et objectifs • Portrait de la situation • Scénarios • Options 	<p>Cadre stratégique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stratégies disponibles • Évaluation coûts & impacts • Sélection des stratégies • Mesures incitatives
<p>Interaction</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des acteurs • Critique de la réalité • Apprentissage collectif • Appropriation collective 	<p>Prise de décisions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moyens disponibles • Faisabilité multicritères • Tactiques • Mise en œuvre

La mission première d'une telle structure de gouvernance réside dans l'exercice des quatre grandes dimensions de la planification (tableau 1), soit la dotation d'une vision globale, la formulation d'un cadre stratégique, le montage de la faisabilité des actions pour la prise de décisions ainsi que l'interaction dans un esprit d'apprentissage collectif, de démocratie, de cohérence, d'efficacité, de durabilité, d'équité. La procédure de planification devrait être dotée de deux instruments distincts mais interreliés comme moyen pour soutenir le développement au-delà de la simple indication des grandes orientations.

Les moyens

Il s'agit d'abord d'une Caisse qui pourrait être créée en mobilisant les redevances versées et les profits générés par l'exploitation, sous diverses formules partenariales, de l'énergie renouvelable, notamment des petites centrales hydroélectriques, thermiques et des éoliennes. Cette Caisse territoriale devrait en fait devenir un levier pour l'appropriation collective d'enjeux de développement. Déjà certaines Sociétés locales de développement actives actuellement ainsi que la traditionnelle formule coopérative peuvent inspirer à cet effet.

Ensuite, la planification territoriale exercée devrait inclure directement dans la procédure un instrument de créativité pour inciter au montage de projets originaux et faisables. Les territoires nordiques nécessitent des plans d'actions audacieux et des initiatives innovatrices dans des champs aux riches potentiels tels que l'eau, l'éolien, l'agriculture de niches, le bois de structure, l'offre de carbone, le biomasse, le transport, le tourisme – aventure, etc. De la recherche – développement systématique et ciblée devient essentielle. Ces initiatives éventuelles, dont certaines sont latentes ou déjà émergentes, devraient s'inscrire au sein d'un concept mobilisateur plus large dans l'esprit d'une « nordicité apprenante ».

Un tel concept opératoire pour illustrer la marche en avant de l'apprentissage collectif fait appel particulièrement aux divers experts du milieu (savoir-faire) et ceux des Centres de recherche et de l'enseignement supérieur (savoir) afin qu'ils participent ensemble à la fertilisation croisée de la créativité et l'innovation. Un tel processus d'apprentissage collectif s'avère actuellement déjà engagé plus ou moins formellement sur le terrain, notamment au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les exemples de succès à cet effet d'innovation sont présents partout sur les territoires nordiques, souvent grâce à la diffusion de technologies et de techniques mais régulièrement grâce à la créativité de nature endogène. Il s'agit maintenant de soutenir davantage la fertilisation de la créativité sur des enjeux qui nécessitent des initiatives innovatrices.

En ce sens, l'UQAT et l'UQAC et les Cégep ont déjà une excellente expérience d'engagement dans leur milieu respectif, à partir de leurs Centres, Chaires et groupes de recherche bien actifs. Les deux institutions d'enseignement supérieur possèdent déjà en effet des spécialités fortes dans la forêt boréale, le développement des petites collectivités, les ressources minérales, l'aménagement forestier, les rejets miniers, la foresterie sociale autochtone, l'environnement minier, le givre et le verglas, les ressources renouvelables, les études amérindiennes, la prospective territoriale. Cette spécialisation universitaire face aux créneaux et niches nordiques doit se poursuivre afin d'alimenter l'expertise du milieu.

Nous suggérons ainsi la création d'une Chaire ou d'un Centre UQAT-UQAC de recherche et de R&D sur « l'occupation des territoires nordiques du Québec ». Sa mission consistera à interpeller les enjeux collectifs d'aménagement, de gouvernance et de développement sur les territoires nordiques du Québec en mettant à contribution les experts du milieu et les experts universitaires dans un esprit d'appropriation par l'entremise du dialogue, de la concertation et de la réflexion collective.

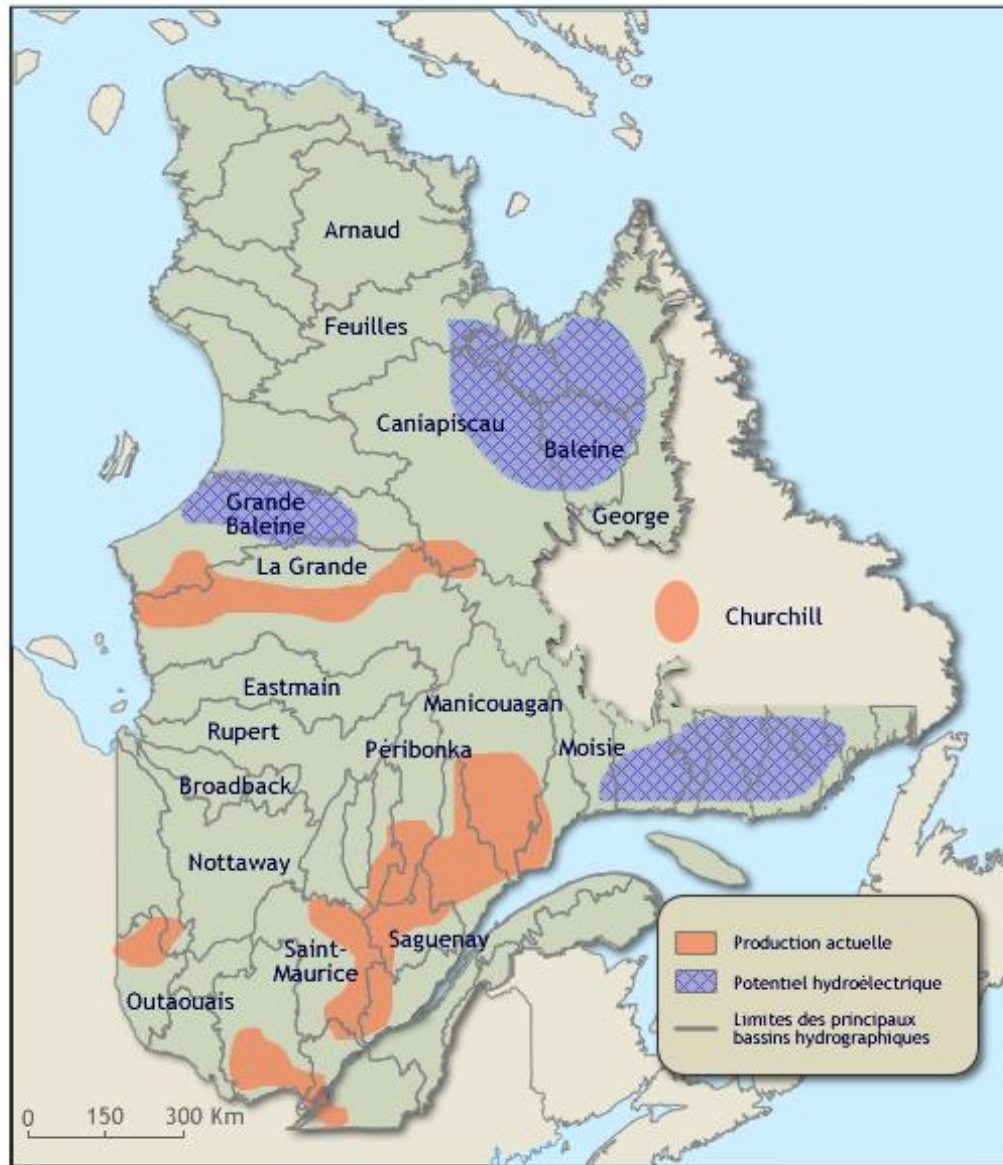
Conclusion

Le Québec est un espace nordique, faut-il le rappeler ? Selon les différents découpages proposés, 60% à 70% de ses territoires infranationaux répondent très bien aux critères de nordicité. Cette vaste superficie identifiée répond à un modèle géo-économique bien particulier par rapport à la vallée du Saint-Laurent. Elle recèle par ailleurs d'imposantes réserves de ressources naturelles déjà bien connues certes, mais en outre encore largement à découvrir par l'exploration et l'expérimentation. L'exploitation de ces ressources naturelles s'inscrit dans un contexte relativement complexe reliées non seulement à une fragmentation extrême du pouvoir territorial, mais aussi aux marchés fluctuants, aux diverses collectivités autochtones, aux technologies en évolution, aux droits de propriété, aux considérations environnementales à respecter, à l'acceptabilité sociale à satisfaire. Cette complexité fut parfaitement illustrée dans le domaine de la forêt boréale depuis 1998, en étant scrutée intensément par divers experts sans que beaucoup de solutions évidentes soient proposées naturellement et appliquées facilement.

En réalité, les territoires nordiques du Québec représentent déjà, depuis plusieurs décennies, un véritable laboratoire de développement au sein duquel se déploie l'apprentissage collectif des principaux acteurs concernés par l'appropriation des enjeux, comme le transport multimodal, les mines, les collectivités autochtones, l'hydroélectricité, l'environnement, l'éducation, la santé, etc. On comprend alors que le développement des territoires nordiques du Québec fait face à un modèle nécessairement ouvert sur les changements constants de paramètres relatifs au marché, au système politique, à la technologie, aux besoins des Premières Nations, à l'environnement, à la nordicité. Changements pour lesquels les acteurs se doivent d'être proactifs en les provoquant et en les maîtrisant par l'entremise d'avancées dans les savoir et dans les savoir-faire. Des scénarios d'avenir doivent être confectionnés à cet effet afin de nourrir l'impérative réflexion collective et la capacité d'action. Actuellement, l'image du laboratoire nordique fait référence de plus en plus face aux défis dans les champs de l'énergie, du réchauffement climatique, de la gouvernance autochtone, du verglas et givre, de l'agriculture et de l'élevage, du paysage, du tourisme – nature, alors que d'autres enjeux émergent encore, notamment l'eau, le diamant, l'uranium, le gaz, le solaire. Le positionnement du Nord québécois à l'échelle planétaire représente à l'évidence un enjeu crucial à relever avec intelligence collective.

Dans ce laboratoire, sont présents des experts de la recherche et des experts du milieu qui produisent réciproquement des savoirs et des savoir-faire. L'innovation émerge en principe de la fertilisation croisée de ces deux attributs cruciaux de la société du savoir. En ce sens, quelques idées fortes, propositions et recommandations furent formulées lors du Forum du 14 mars 2008. Notre sommaire du contenu livré au Forum les a placées en évidence et en perspective. Un suivi devient à notre avis impératif.

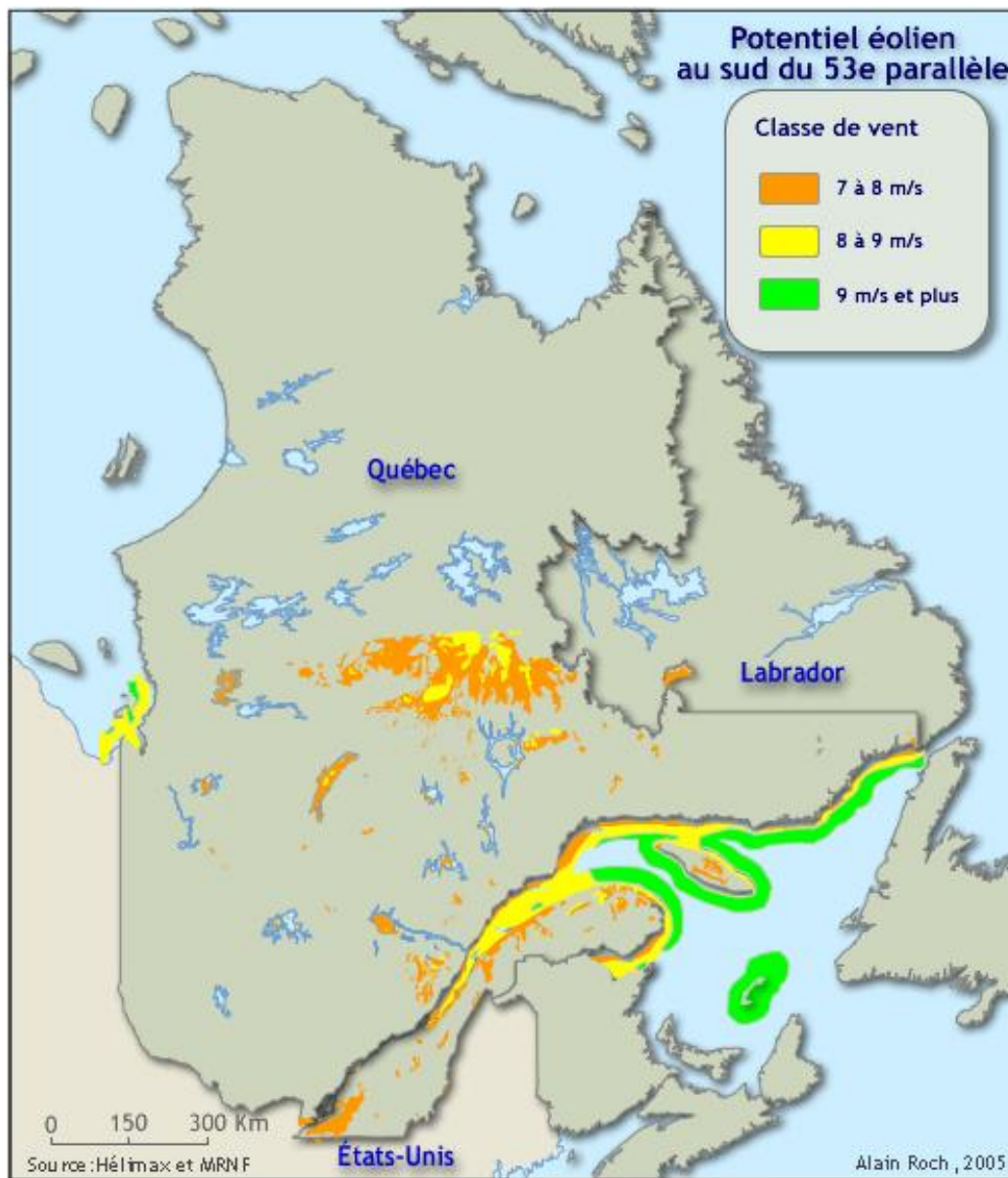
Carte 2 – Bassins hydroélectriques



Source: Ministère des Ressources naturelles,
Gouvernement du Québec

Alain Roch, UQAC, 2002

Carte 3 – Gisements éoliens répertoriés au Québec



Principaux intervenants au Forum sur l'enjeu de « l'occupation des territoires nordiques du Québec » :

André Blais, MRC Manicougan
Anne Guilbert, Agrinova
Bernard Généreux, FQM
Caroline Vigneault, MTQ
Christian Bélanger, Doctorant UQAC
Claude Gilbert, UQAC
Claude Villeneuve, UQAC
Francis Dessureault, ACCORD Côte-Nord
Gérard Duhaime, Université Laval
Gilbert Dominique, Mashteuiatsh
Guy Archambault, UQAC
Jacques Valois, MRC Domaine-du-Roy
Jean Désy, UQAC
Jean Perron, UQAC
Jean-François Boucher, UQAC
Josée Gauthier, UQAC
Majella Gauthier, UQAC
Marco Trudel, MNRF Nord-du-Québec
Marc-Urbain Proulx, UQAC
Martin Gilbert, Bergeries du Fjord
Michel Létourneau, Doctorant, Univ. La Sorbonne
Michel Saint-Laurent, ACCORD Côte-Nord
Patrick Côté, Val Éo
Patrick Déry, GREB
Patrick Houle, MNRF Nord-du-Québec
Pierre Bastien, APNQL
Régis Simard, TJCM
Réjean Gagnon, UQAC
René Verreault, UQAC
Sergiew Moussaly, UQAC

Ainsi que de nombreux participants